

MARCHE PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION DE MATERIEL
POUR LA CREATION D'UNE SALLE DE REALITE VIRTUELLE
POUR LA CMA FORMATION BELIMA**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE N° 2025-027

Procédure : Procédure adapté

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP).....	1
MARCHE N° 2025-027	1
PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 1. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	3
2.1. PROCEDURE.....	3
2.2. DUREE D'EXECUTION	3
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 4. ASSURANCES.....	4
ARTICLE 5. INTERVENANTS.....	4
5.1. REPRESENTANTS.....	4
5.2. SOUS-TRAITANCE.....	4
5.3. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	5
PARTIE 2. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....	6
ARTICLE 6. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX	6
6.1. FORME ET CONTENU DU PRIX	6
6.2. VARIATION DES PRIX.....	6
ARTICLE 7. AVANCE.....	6
ARTICLE 8. RETENUE DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 9. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	6
9.1. DELAI DE PAIEMENT	6
9.2. FACTURATION.....	7
PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	9
ARTICLE 10. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU MATERIEL.....	9
ARTICLE 11. MODALITES D'EXECUTION TECHNIQUE DU MATERIEL.....	9
11.1. CONDITIONNEMENT DU MATERIEL.....	9
11.2. LIVRAISON	9
ARTICLE 12. RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 13. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	10
ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS	11
ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 16. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	12
PARTIE 4. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE	13
ARTICLE 17. RÉCEPTION.....	13
17.1. VERIFICATION :.....	13
17.2. DECISIONS APRES VERIFICATIONS :.....	13
ARTICLE 18. DÉLAI DE GARANTIE	13
PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	14
ARTICLE 19. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	14
ARTICLE 20. RESILIATION.....	14
ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFÉRENDS	15
PARTIE 6. DÉROGATIONS AU CCAG.....	16

PARTIE 1. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Objet des prestations : Le présent marché concerne la fourniture, la livraison et l'installation de matériels pour la création d'une salle d'immersion multimodale dans les métiers de la coiffure et de la vente de produits de beauté pour la CMA Formation BELIMA

Le marché comprend :

- L'acquisition des matériels ;
- L'installation des équipements ;
- La formation pour certains équipements ;
- La mise en service et le suivi durant sur la 1ère année d'utilisation ;
- La garantie et la maintenance du matériel durant la période de garantie.

Lieu d'exécution des prestations :

CMA FORMATION BELIMA ISFORA
25 ter rue du Cardinal Richaud
33300 BORDEAUX

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

2.1. Procédure

Le présent marché est un marché mono-attributaire de service à prix global et forfaitaire. Il est passé en procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et L.2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.2. Durée d'exécution

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'au terme de la période de garantie.

Le marché est conclu pour une durée estimée de 24 mois.

Les fournitures objet du présent marché devront impérativement être livrées, installées, mises en service au plus tard le 01 juin 2025.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous, pour chacun des lots.

- Acte d'engagement
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Le devis détaillé du titulaire
- L'offre technique du titulaire
- L'attestation de visite de site

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 4. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 5. INTERVENANTS

5.1. Représentants

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le Titulaire désigne dès le début du marché une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du marché, le Titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

5.2. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

5.3. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 2. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 6. CARACTERISTIQUES DES PRIX

6.1. Forme et contenu du prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire rémunère le titulaire pour une prestation ou un ensemble de prestations clairement identifiées dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations relevant du présent marché public, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations, notamment les éventuels déplacements du titulaire ou de ses représentants ou toutes les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations.

6.2. Variation des prix

Les prix du marché sont fermes et non actualisables.

ARTICLE 7. AVANCE

Sans objet

ARTICLE 8. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 9. MODALITES DE PAIEMENT

9.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

M. Le Trésorier de la CMA NA
Comptable assignataire
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine
46 rue du Général de Larminat
CS81423 33073 BORDEAUX
Tél. : 0557225722

9.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

SIRET : 13002792300015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Il devra déposer ses factures à l'aide des numéros SIRET suivants :

CMA NA - 13002792300015

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les

conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 3. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 10. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU MATERIEL

Il s'agit d'un dispositif utilisant la technologie de projection architecturale

Composition du matériel :

- 1 unité de commande informatique + accessoires (clavier, écran, tablette)
- 1 carte d'acquisition vidéo
- 6 vidéoprojecteurs Full HD
- 2 casques RV + licence si nécessaire et valable sur la durée de vie du matériel
- 1 logiciel avec contenus pédagogiques méthode de coiffure et scénarii de situations professionnelles de coiffure et vente
- 1 licence si nécessaire et valable sur la durée de vie du matériel
- 1 kit d'enregistrement audio vidéo

Particularités :

Vidéo projection basée sur des vidéoprojecteurs à ultra courte focale pour limiter les ombres portées sur les murs de projection, possibilité de se tenir à 50cm du mur sans générer d'ombre sur l'image.

ARTICLE 11. MODALITES D'EXECUTION TECHNIQUE DU MATERIEL

Le présent article détaille les prescriptions minimales. Si le titulaire a défini des conditions plus favorables dans son offre, celles-ci sont contractuelles.

11.1. CONDITIONNEMENT DU MATERIEL

L'emballage doit être conçu de manière à éviter toute détérioration en cours de transport ou de manutention et tout risque d'ouverture accidentelle du colis ou d'altération de son contenu ; à défaut, la responsabilité du Titulaire serait engagée

11.2. LIVRAISON

Le titulaire devra livrer le matériel demandé dans les délais les plus courts à compter de la notification du marché. La livraison et l'installation doivent impérativement être planifiées entre le Titulaire et CMA FORMATION BELIMA.

Toute livraison effectuée sans planification ni rendez-vous sera refusée.

L'emballage doit être conçu de manière à éviter toute détérioration en cours de transport ou de manutention et tout risque d'ouverture accidentelle du colis ou d'altération de son contenu ; à défaut, la responsabilité du Titulaire serait engagée

Le Titulaire aura indiqué le délai de livraison dans son mémoire technique et devra impérativement le respecter sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues au présent CCP.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement et le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

ARTICLE 12. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire assume seul, pendant toute la durée du marché l'entière responsabilité liée à la réalisation du marché pour les dommages causés par ses personnels ou sous-traitants.

Le Titulaire est tenu responsable de la validité des informations fournies lors de la remise de sa candidature et de son offre.

Le Titulaire est tenu responsable de toute infraction à la réglementation en vigueur. A ce titre, il est tenu d'informer l'acheteur de tout changement intervenu dans sa situation et pouvant avoir des répercussions sur le marché.

En outre, il devra fournir tout justificatif que l'acheteur pourrait lui demander pendant l'exécution du marché.

L'acheteur n'est pas responsable en cas de dommages, causés à l'environnement ou aux personnes, survenus du fait de l'exécution des prestations quelle que soit l'étendue et le type du dommage. Il appartient au Titulaire de mettre en place des plans de prévention internes pour éviter tout accident ou incident de ce type.

En cas d'impossibilité avérée de livraison du matériel objet du marché par le Titulaire, celui-ci s'engage à proposer un autre matériel similaire ou supérieur, sans frais supplémentaire imputable à l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou non ce matériel. En cas de refus, l'acheteur pourra résilier le marché sans indemnité et procéder à l'exécution aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 13. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Protection des données à caractère personnel du titulaire

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par la CMA NA pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat, informations relatives à la CMA.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont la CMA NA est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la CMA NA à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.
- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :
Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.
La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.
- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement
- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.
- En cas de demande de versement de l'avance par un opérateur qui l'avait initialement refusée, un certificat administratif, auquel sera joint le courrier ou mail de l'opérateur la demandant, actera cette modification de l'article concerné dans l'acte d'engagement ou acte de sous-traitance concerné, afin d'en permettre le versement.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique

ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 16. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doivent être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable de l'acheteur. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable de l'acheteur est interdite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché. Le titulaire a accès aux logiciels et bases de données à caractère personnel faisant l'objet de déclaration à la CNIL. Il se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

PARTIE 4. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 17. RECEPTION

17.1. Vérification :

Conformément à l'article 28 du CCAG-FCS, l'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, la réception de l'Équipement est prononcée après livraison, installation, mise en service, essais sur site satisfaisants formation des utilisateurs et fourniture de la documentation. La réception emporte transfert de propriété de l'équipement au bénéfice de l'acheteur.

17.2. Décisions après vérifications :

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 2 ans. Si le titulaire a proposé une durée supérieure dans son offre, celle-ci est contractuelle.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

De plus, au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage, de fournitures de toute sorte et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent à titre gratuit. Le titulaire aura précisé dans son offre technique la nature et l'étendue de la garantie proposée pour chacun des équipements. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

PARTIE 5. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 19. PENALITES ET PRIMES

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 du CCAG-FCS. Elles sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard, ni aucun plafonnement.

Tout retard dans l'exécution des livraisons donne lieu à l'application d'une pénalité de **300€ par jour ouvrable de retard**.

AUTRES PENALITES

- Pénalités pour absence de retrait des emballages : 50 € / jour de retard
- Pénalité pour non-respect de l'horaire de livraison : 20€ / heure de retard
- Pénalité pour non-respect de la procédure de livraison : 50€ / non-conformité
- Pénalité pour non remise du carnet d'entretien et autre documentation nécessaire à l'utilisation du matériel : 50€ par manquement constaté
- Non-respect des obligations contractuelles ne faisant pas l'objet d'une pénalité spécifique, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par manquement et le cas échéant par jour de retard.

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 20. RESILIATION

Se conformer aux articles 36 à 42 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le Titulaire.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG-FCS.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

PARTIE 6. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogation applicable à l'ensemble des lots :

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG FCS.
Il est dérogé à l'article 28 du CCAG FCS.
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG FCS.
Il est dérogé à l'article 42 du CCAG FCS.